

L'Afrique noire et le bilan de cinquante ans d'indépendance

Il y a près de 50 ans au lendemain des indépendances de la très grande majorité des pays africains, René Dumont (1962) écrivait *L'Afrique noire est mal partie*. Ce constat était-il prophétique ou a-t-il été infirmé par les faits? L'Afrique est à la fois une et plurielle. Elle est diversifiée du point de vue géographique, historique, économique, culturelle et géopolitique. Les réponses à la question posée par René Dumont diffèrent selon que l'on adopte une approche *top down* ou *bottom up* et selon l'éclairage disciplinaire retenu.

I Le regard sur l'Afrique: entre afropessimisme et afro-réalisme

Depuis que l'on écrit sur l'Afrique, dominent des représentations afropessimistes sur un «continent dans l'enfance» bien que le plus vieux du monde, caractérisé par les trois Parques mortelles de Malthus: les guerres, les épidémies et les famines. Les représentations dominantes aujourd'hui oscillent entre l'afropessimisme et l'afrocentrisme, considérant que les maux de l'Afrique viennent de l'extérieur, depuis la traite esclavagiste jusqu'aux drames actuels en passant par la colonisation.

Une démarche d'en haut (*top down*), présentant l'Afrique à partir d'indicateurs normés internationaux, donne souvent un éclairage «pessimiste». Elle montre que l'Afrique est placée sur une tendance de stagnation à long terme de la productivité conduisant à une marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et financiers internationaux et à un endettement extérieur difficilement gérable, même si l'on avait observé depuis le début du XXI^e siècle une certaine reprise de la croissance économique. Pour 12 % de la population mondiale, elle représente 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 1,3 % du commerce mondial et 2 à 3 % des investissements directs étrangers (IDE). Les indicateurs de pauvreté y sont les plus élevés au monde. L'Afrique comprend 33 des 48 pays les moins avancés (PMA) et 36 des 45 pays à indice de développement humain (IDH) faible. Elle regroupe 180

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'AFRIQUE

On avait constaté, en rupture avec le trend de stagnation et de marginalisation, au début du XXI^e siècle, une croissance économique africaine annuelle supérieure à 5% en moyenne et un reclassement géopolitique. Les équilibres financiers étaient, dans l'ensemble, réalisés avec une forte réduction de la dette extérieure et des finances publiques. L'Afrique avait diversifié ses partenaires et a accédé à de nouveaux financements. La flambée des cours des hydrocarbures, des produits miniers, agricoles et alimentaires s'expliquait largement par la croissance économique rapide des «émergents». On constatait globalement un maintien d'une spécialisation post coloniale entre les fournisseurs de matières premières non transformées et les fournisseurs de produits manufacturés ou de services.

La crise mondiale a modifié ces trajectoires. La crise mondiale infléchit les trajectoires du Tiers Monde et notamment de l'Afrique par le biais de trois principaux canaux de transmission:

1. Le canal *commercial et productif*. La chute en valeur des exportations se répercute en termes de devises et de recettes budgétaires.
2. Le canal *financier*. Les économies africaines ont été à court terme relativement déconnectées de la crise financière. Plusieurs effets financiers apparaissent néanmoins: la chute des transferts des migrants, la baisse de la part don de l'aide publique au développement et la chute des investissements directs étrangers.
3. *L'instabilité des prix*. Largement dépendantes des prix pétroliers, agricoles et alimentaires, les économies africaines subissent les effets de l'extrême volatilité des prix rendant impossible toute prévision et privilégiant ainsi des comportements court-termistes. L'Afrique devrait voir sa croissance en 2009 se situer à 3% contre 5,7% en 2007 (FMI). Bien entendu, ces facteurs extérieurs ne jouent qu'en relation avec les dynamiques internes (fragilité des Etats, régulation de tensions sociales, sécurité).

millions de sous-alimentés, 25 millions de personnes touchées par le virus du VIH/sida. Six pays étaient en conflit en 2009. Elle n'a enclenché que tardivement et de manière contrastée sa transition démographique et doit gérer des croissances démographiques qu'aucune autre société n'a eues à gérer dans l'histoire. L'Afrique est davantage un sujet subissant, voire jouant par sa nuisance, qu'un acteur géopolitique pesant par sa puissance. Elle est déclassée géopolitiquement sur l'échiquier international, malgré une inflexion récente et est plus mondialisée que mondialisatrice. Dans une représentation statique et statistique, l'élaboration d'indicateurs permet de comparer, d'ordonner et de classer l'Afrique au dernier rang de la classe internationale dans plusieurs domaines (PIB, Indice du développement humain ou de perception de la corruption). Chacun sait toutefois que l'on compte rarement ce qui compte et que les pays pauvres sont à faible fiabilité statistique.

En adoptant une démarche par le bas (*bottom up*), partant des pratiques du terrain d'acteurs différenciés et en changeant d'angle d'observation, le paysage devient plus contrasté, des «dynamiques du dedans» transparaissent et les Afriques plurielles deviennent contrastées.

Les maux de l'Afrique (conflits, famines ou épidémies) doivent être contextualisés. Les

conflits armés concernent principalement la Corne de l'Afrique et les pays voisins (Soudan, RDC). Le VIH/sida concerne principalement l'Afrique australe qui n'est pas aujourd'hui marquée par la conflictualité ou par une démographie non contrôlée. Les menaces environnementales de sécheresse concernent principalement les zones sahéliennes et la Corne de l'Afrique, alors que l'Afrique forestière connaît surtout des risques de mauvaise gestion de sa forêt. Face aux mêmes défis, les réponses des acteurs diffèrent selon les structures sociales et les choix politiques.

À un niveau général, les Africains ont été capables de gérer à leur manière, depuis leur indépendance, un triplement de leur population, un quintuplement de leur population urbaine, le maintien de frontières constitutives d'Etats-nations en voie d'émergence. Ils ont en deux générations réalisé des transformations culturelles et structurelles considérables. Sauf exceptions, le monde de la brousse s'est déplacé vers la ville avec l'accès aux infrastructures, aux images et à de nouveaux référents culturels. Les transformations institutionnelles sont considérables, que ce soit les réformes fiscales, la libéralisation ou les progrès de la démocratisation. L'apartheid a disparu. Les acteurs du bas ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les

économies populaires ou «informelles» ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires et sanitaires, des appareils productifs, ainsi que l'émergence d'élites formées ou de la société civile font que l'Afrique du XXI^e siècle est fort différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation. Un processus lent de démocratisation est en cours.

II Quel éclairage disciplinaire retenir? Entre ethnocentrisme et hétérocentrisme

La réponse à la question de René Dumont diffère également selon les disciplines. L'Afrique est un construit où s'affrontent les discours des sciences sociales. L'économiste mettra en avant la marginalisation, les faibles progrès de productivité, le poids des économies de rente et l'informalisation des économies africaines. A l'opposé l'anthropologue insistera sur la permanence des rapports de parenté, des structures sociales du symbolique ou du sacré. Le politiste cherchera à comprendre les rapports de pouvoir et les discours se jouant dans la sphère interne ou internationale, pas les acteurs du bas ou les pouvoirs officiels. Le géopoliticien mettra en avant la faiblesse des puissances africaines dans la scène

